

# CÔTE D'IVOIRE



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 322 460 km<sup>2</sup>

Population : 27,1 millions d'habitants

Densité : 84 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,5 %

Part de la population urbaine : 52,2 %

## Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2021) : BB-

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 159<sup>e</sup>/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,6

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021), base 100 en 2010) : 97,0 (95,7 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement : modéré

PIB par habitant (2021) : 2 579 dollars

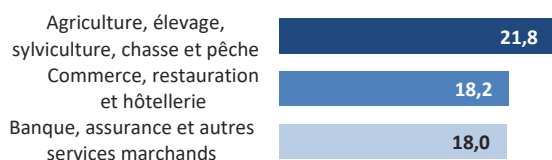
Taux de croissance (2021) : 7,4 %

Inflation (2021) : 4,2 %

PIB (2021) : 39 190 milliards XOF / 71 milliards de dollars US

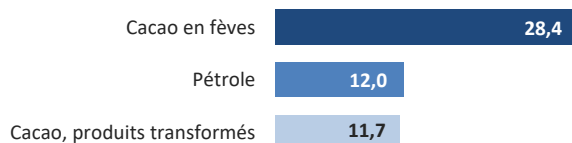
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



## Développement humain et infrastructures



**58,6 ans**

Espérance de vie



**29,8 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**70,9 %**

Accès à l'eau potable



**7,8 %**

Mortalité infantile



**37,2**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**69,7 %**

Accès à l'électricité



**18 %**

Malnutrition infantile



**47,2 %**

Alphabétisation des adultes



**152,0**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**102/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**51 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**45,9 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

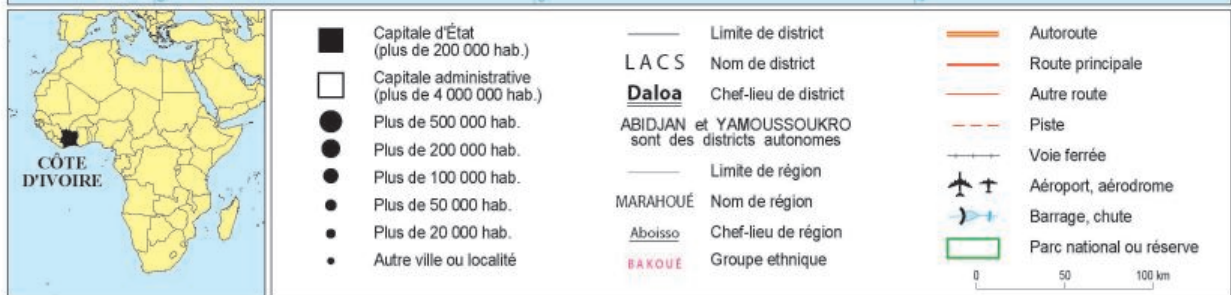
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, direction des Archives (pôle géographique) © Janvier 2016

## Faits saillants

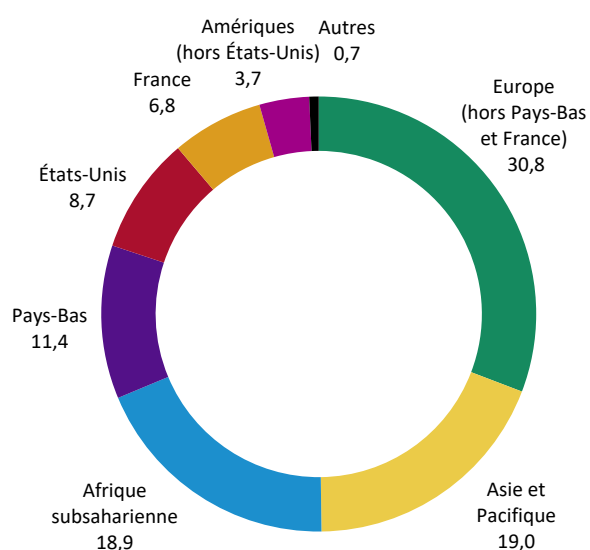
- **Après un net ralentissement à 2% du PIB en 2020, dû à la pandémie de Covid-19, la croissance économique de la Côte d'Ivoire s'est fortement redressée en 2021, à 7,4 % du PIB.** La progression des prix s'est accélérée, passant de 2,4 % en 2020 à 4,2 % en 2021, principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques en fin d'année.
- **En 2022, la conjoncture économique reste affectée par les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine, du resserrement de la politique monétaire dans les pays avancés et de l'instabilité régionale. La croissance demeurerait forte, à 6 % en 2022, soit un niveau proche de la performance moyenne de 5,9 % observée entre 2016 et 2020.** Toutefois, les pressions inflationnistes se renforceraient, avec une hausse des prix atteignant 5,5 % en moyenne annuelle.
- **Les politiques contracycliques mises en place depuis la crise sanitaire ont engendré une détérioration des comptes publics.** Le déficit budgétaire s'est ainsi creusé à 5,6 % du PIB en 2020 et 5,1 % en 2021, niveau qui dépasse le plafond communautaire de 3 %. La dette publique, limitée à 38 % en 2019, s'est aggravée pour atteindre 47,8 % du PIB en 2020 et 52,1 % en 2021. L'analyse de viabilité de la dette par le Fonds monétaire international (FMI) atteste cependant d'un niveau de risque modéré de surendettement, mais aussi d'une marge de manœuvre limitée pour absorber de nouveaux chocs exogènes.
- **Après la réélection d'Alassane Ouattara à la présidence de la République le 31 octobre 2020 pour un troisième mandat de cinq ans,** les élections législatives de mars 2021 ont donné au parti présidentiel la majorité à l'Assemblée nationale. Des élections municipales et régionales sont prévues en 2023. Après le retour de l'ancien président Laurent Gbagbo, acquitté par la Cour pénale internationale, la situation socio-politique semble stabilisée.
- **Pour autant, les perspectives de croissance à moyen terme restent bonnes,** avec la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz et la mise en œuvre des réformes promises dans le cadre du Plan national de développement (PND) 2021-2025.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Côte d'Ivoire est devenue l'une des plus dynamiques d'Afrique subsaharienne (ASS). Elle contribue à plus du tiers du PIB et à plus de 40 % des exportations de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Après la forte récession enregistrée en 2011 (-4,2 %), la croissance économique a dépassé 7 % entre 2012 et 2021, soit un rythme supérieur au reste de l'ASS, comme de l'UEMOA. En 2020, le pays a été relativement moins touché par la crise sanitaire mondiale ; sa croissance s'est élevée à 2 %, contre -1,6 % en ASS et 1,8 % dans l'UEMOA. Les secteurs primaire et tertiaire représentent respectivement plus de 20 % et 60 % du PIB, tandis que la part du secteur secondaire, autour de 20 %, a peu varié depuis 2012.

### Destinations des exportations de la Côte d'Ivoire (2016-2020)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

**La période de faibles investissements publics des années 2000 s'est traduite par un déficit en infrastructures** que la Côte d'Ivoire continue de combler à travers la politique de grands travaux initiée depuis 2011. Le déploiement du Plan national de développement (PND) 2021-2025 poursuit le rattrapage des retards dans la transformation et la gouvernance des structures économiques, sociales et spatiales.

**Malgré le bon niveau de croissance affiché depuis 2012, les indicateurs sociaux s'améliorent plus lentement.** Le pays pâtit d'une faible espérance de vie (58,6 ans), d'une mortalité infantile élevée (7,8 %) et d'une forte prévalence de l'analphabétisme parmi les adultes (53 %). La Côte d'Ivoire est classée au 159<sup>e</sup> rang parmi les 191 pays évalués à l'indice 2022 de développement humain <sup>1</sup>. La pauvreté, bien qu'en forte baisse sur la dernière décennie, concerne encore 30 % de la population. D'après la Banque africaine de développement (BAD), la proportion d'emplois vulnérables dépasse 70 % de l'emploi total, ce qui traduit l'importance de l'économie informelle. Cette situation touche particulièrement les femmes et les jeunes. Des disparités géographiques majeures persistent ; ainsi, 80 % de l'activité économique du pays relève de la ville portuaire d'Abidjan, qui abrite moins du quart de la population.

**L'économie ivoirienne dépend toujours fortement des matières premières agricoles.** Le pays est le premier producteur mondial de cacao (environ 40 % des exportations) et d'anacarde, mais il ne bénéficie pas de toute la valeur ajoutée de ses filières agricoles en raison du faible taux de transformation. Le secteur productif est moins diversifié qu'attendu au regard du niveau de revenu du pays <sup>2</sup>. Par ailleurs, sur la période 2016-2020, près de la moitié des exportations sont dirigées vers l'Europe, tandis que l'Afrique subsaharienne absorbe moins de 20 % du total des exportations (Source : CEPII, BACI) <sup>3</sup>.

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Côte d'Ivoire

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<b>Cacao</b>	<b>2 235,0</b>	<b>2 172,7</b>	<b>2 228,4</b>
Prix indicatif d'achat	825,0	1 000,0	825,0
<b>Café</b>	<b>94,2</b>	<b>82,4</b>	<b>61,3</b>
Prix moyen d'achat aux producteurs	700,0	550,0	700,0
<b>Coton-graine</b>	<b>482,4</b>	<b>506,4</b>	<b>559,5</b>
Prix d'achat aux producteurs	300,0	300,0	300,0
<b>Anacarde</b>	<b>634,6</b>	<b>848,7</b>	<b>968,7</b>
Prix d'achat aux producteurs	375,0	400,0	305,0
<b>Maïs</b>	<b>1 102,4</b>	<b>1 175,7</b>	<b>1 139,6</b>
<b>Riz paddy</b>	<b>1 884,0</b>	<b>1 481,2</b>	<b>1 659,0</b>
<b>Manioc</b>	<b>5 877,2</b>	<b>6 443,6</b>	<b>6 302,3</b>
<b>Igname</b>	<b>7 450,5</b>	<b>7 654,6</b>	<b>7 589,8</b>

### Principales productions extractives de la Côte d'Ivoire

	2019	2020	2021
<b>Pétrole</b> (milliers de barils)	<b>13 194,0</b>	<b>10 642,5</b>	<b>9 908,9</b>
<b>Or</b> (tonnes)	<b>32,6</b>	<b>38,5</b>	<b>40,0</b>

Sources : BCEAO et administrations nationales.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**La croissance économique a nettement rebondi en 2021, à hauteur de 7,4 %**, soutenue par les mesures de relance post-crise de la Covid-19 et par la poursuite des chantiers prioritaires du PND 2021-2025. Sur le plan de l'offre, la contribution du secteur primaire à la croissance du PIB réel a atteint 0,4 point de pourcentage (pp), grâce notamment au dynamisme de l'agriculture d'exportation. La part du secteur secondaire s'est également renforcée (à 0,9 pp, contre 0,4 en 2020), profitant de la poursuite des chantiers d'infrastructures et de la vitalité du secteur minier pétrolier. Le secteur tertiaire a aussi parallèlement marqué une forte accélération (+ 6,1 pp, contre + 2 pp en 2020), portée par le regain d'activité du transport, des télécommunications et du commerce, en partie lié à la suppression des mesures de distanciation physique instaurée lors de la crise Covid. Sur le plan de la demande, la consommation finale a soutenu la croissance (à hauteur de 6,4 pp), alors que la contribution des exportations reste négative (- 0,9 pp après - 3 en 2020).

<sup>1</sup> Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) (2022), *Human Development Report 2021-2022*, septembre.

<sup>2</sup> Cf. Center for international Development, *The Atlas of economic complexity*, Harvard : <https://atlas.cid.harvard.edu/countries/44>

<sup>3</sup> Cf. CEPII, base pour l'analyse du commerce international (Baci) : [http://www.cepii.fr/CEPII/en/bdd\\_modele/bdd\\_modele\\_item.asp?id=37](http://www.cepii.fr/CEPII/en/bdd_modele/bdd_modele_item.asp?id=37)

**Les tensions inflationnistes se sont considérablement renforcées, avec une progression des prix qui atteint 4,2 % en 2021, après 2,4 % en 2020.** Cette hausse reflète avant tout l'impact du renchérissement des produits alimentaires et du pétrole sur les marchés internationaux. À l'image des autres pays de l'UEMOA, l'inflation demeure toutefois très en deçà de la moyenne observée en ASS (11,2 % en 2021, selon le Fonds monétaire international – FMI), principalement grâce à l'ancrage de la monnaie à l'euro. En relation avec le contexte de la guerre en Ukraine, ces pressions devraient encore s'accroître en 2022, avec un pic d'inflation prévu à 4,7 %, avant, selon le FMI, une phase d'accalmie à partir de 2023.

**Le déficit des transactions courantes s'est creusé en 2021, à 3,9 % du PIB, contre 3,2 % en 2020.** Cette accentuation reflète la quasi-disparition de l'excédent de la balance commerciale (17,5 milliards de dollars US, au lieu de 329 en 2020) et l'aggravation du déficit de la balance des services. Portées par la demande finale et l'investissement public, les importations (+ 22,4 %) se sont avérées plus dynamiques que les exportations (+ 15,6 %), principalement constituées de cacao, d'or, de pétrole et d'anacarde. Le solde du compte financier a atteint 2 499 milliards de dollars en 2021 (contre 1 642 en 2020), soit 6,2 % du PIB, s'appuyant sur la bonne orientation des investissements de portefeuille et des encaissements pour le compte de l'administration publique.

**Le déficit budgétaire (base engagements, dons compris) a reculé à 5,0 % du PIB (après 5,6 % en 2020),** principalement grâce au meilleur recouvrement des recettes douanières et fiscales. La progression des recettes budgétaires ressort ainsi à + 16,9 % en 2021, alors que l'augmentation des dépenses courantes se limite à + 10,7 %, avec une bonne maîtrise de la masse salariale (+ 1,7 %) qui compense pour partie la majoration du service de la dette et des dépenses de sécurité. Le rythme rapide de croissance des dépenses en capital s'est maintenu, autour de 13 % annuellement.

**Selon le FMI, si les résultats budgétaires se sont révélés meilleurs que prévu en 2021, les recettes fiscales (12,5 % du PIB) restent cependant loin de l'objectif de convergence fiscale de l'UEMOA fixée à 20 % du PIB.** Les résultats budgétaires profitent certes en partie de la numérisation des procédures, mais les réformes dans le sens de la rationalisation des exonérations fiscales et d'une meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu

## Activité économique et inflation en Côte d'Ivoire

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	6,2	2,0	7,4	6,9
Inflation (en moyenne annuelle)	0,8	2,4	4,2	4,7

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BCEAO.

des personnes physiques doivent se poursuivre. Elles permettraient de réorienter les dépenses publiques en faveur de l'investissement, de la convergence sociale et de la prestation de services dans les régions mal desservies.

**Le cycle d'endettement s'est atténué en 2021.** La dette publique a atteint 51,7 % du PIB, en hausse de 4,1 points en un an, mais à un rythme sensiblement inférieur à celui de 2020 (+ 8,8 points). Selon le FMI, le niveau de la dette publique reste inférieur à la moyenne de l'ASS (57 %) et de l'UEMOA (55,9 %), et le pays dispose habituellement d'un accès aux marchés internationaux. En février 2021, la Côte d'Ivoire a de nouveau émis des euro-obligations, pour 850 millions d'euros, à un taux de 4,3 % et une maturité de 10 ans. Une nouvelle émission envisagée a été reportée dans l'attente d'une détente des taux sur les marchés. L'analyse de soutenabilité de la dette réalisée par le FMI (prenant en compte la dette des entreprises publiques, garantie par l'État à hauteur de 64 %) conclut à un risque de surendettement modéré.

**Le FMI a prolongé en 2021, par une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS), les importants soutiens financiers mis en place en 2020.** Les accords de 2020 au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), établis à 650,4 millions de DTS (environ 897 millions de dollars US), avaient été augmentés d'environ 278 millions de dollars et étendus d'un an jusqu'à fin 2020. L'achèvement des programmes attenants en décembre 2020, a permis le décaissement supplémentaire de 193,5 millions de DTS (environ 278 millions de dollars), portant le total à 844 millions de DTS (environ 1 207 millions de dollars). Dans le cadre de l'allocation exceptionnelle de 456,5 milliards de DTS (équivalant à 650 milliards de dollars) décidée par le FMI le 23 août 2021, la Côte d'Ivoire a reçu 623,4 millions de DTS (884 millions de dollars). Un nouveau programme est en cours de négociation.

### **Le système bancaire demeure globalement résilient et s'est révélé plutôt performant entre 2019 et 2021.**

Le bilan consolidé des établissements de crédit a continué à croître rapidement (plus de 16 % par an), tandis que la part des créances douteuses est revenue à 8,8 % et que le taux de provisionnement des portefeuilles de crédit s'est consolidé à 66,9 % en 2021. Le taux de marge nette du secteur (mesuré par la part du résultat net dans le produit net bancaire) progresse, passant de 29,4 % en 2019 et 28,0 % en 2020 à 36,5 % en 2021. Le coefficient de rentabilité des fonds propres (mesuré par le rapport du résultat net aux fonds propres) augmente également à 20,6 % en 2021, contre 17,1 % en 2020 et 18,9 % en 2019. La norme de représentation qui fixe le capital minimum à 10 milliards de francs XOF pour les banques a été respectée par 92,6 % des établissements bancaires, de même, globalement, que les ratios de solvabilité (rapport des capitaux propres sur total de l'actif, mesurant la santé financière et la capacité à remboursement à terme).

## **ENJEUX ET DÉFIS**

**Les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire sont exacerbés par la succession des crises depuis 2020, dans un contexte de resserrement des conditions financières internationales combinées à une perte d'accès aux financements internationaux.** Si l'économie ivoirienne a conservé un taux de croissance positif, et a donc limité la chute du PIB par habitant, le ralentissement de la croissance pourrait avoir des effets durables sur les revenus des personnes les plus vulnérables et sur le capital humain d'une partie de la population. La hausse forte et durable des prix alimentaires et de l'énergie contribue à un accroissement des inégalités en frappant de manière disproportionnée les plus précaires. Dans un contexte de déficits budgétaires déjà élevés, la politique budgétaire fait face à des dilemmes de court et moyen terme importants entre la nécessité de mettre en place des mesures immédiates de lutte contre les effets des crises et de dégager les marges de manœuvre pour assurer le financement des investissements productifs et des Objectifs de développement durable (ODD, à l'Agenda 2030 des Nations unies).

**Si en particulier le maintien de taux de croissance élevés est nécessaire pour que la pauvreté recule, cette croissance doit être plus inclusive.** Bien que la Côte d'Ivoire affiche un revenu par habitant supérieur

à ses voisins, l'espérance de vie est inférieure à celle de certains des pays les moins avancés (PMA). Un récent rapport du FMI<sup>4</sup> souligne les retards en matière d'inclusion par rapport à des pays comparables et insiste, notamment, sur la nécessité de continuer à améliorer le climat des affaires et la gouvernance, de réorienter les dépenses publiques et d'accroître la collecte des ressources fiscales, ainsi que d'augmenter la couverture des filets sociaux et des services publics.

**Du fait de son importance, le secteur agricole demeure un enjeu central, et notamment la filière du cacao.** La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentent les deux tiers de l'offre mondiale de cacao, ont créé l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (Iccig). Cette organisation régionale a pour objectif d'approfondir la collaboration entre les deux pays, y compris dans la lutte contre le travail des enfants dans ce secteur du cacao. Les deux pays avaient déjà créé un mécanisme de compensation en 2019, appelé « différentiel de revenu décent », ayant pour but de verser une prime aux producteurs en cas de baisse des cours. Deux unités de transformation du cacao sont en construction à San Pedro et à Abidjan, avec le soutien de coopérations chinoises (330 millions d'euros). Des incitations fiscales sont mises en place pour encourager la transformation locale du cacao. La Côte d'Ivoire ambitionne de transformer 50 % du cacao récolté d'ici 2025 (contre 28 % en 2020).

**Le plan national de développement (PND) 2021-2025, élaboré en 2020 avec l'appui technique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a pour objectif de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire** pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il fixe un objectif de croissance annuelle du PIB de 7,7 %, qui doit être atteint grâce à une hausse de l'investissement privé, de 14,4 % à 22,7 % du PIB, et un doublement du PIB par habitant d'ici à 2030. Parmi les six piliers qui structurent ce plan figurent le développement du secteur privé et de l'investissement, le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale.

<sup>4</sup> FMI (2021), Côte d'Ivoire - IMF Country Report, n° 2021/170, août.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Les financements approuvés depuis 2020 ont avant tout visé à aider la Côte d'Ivoire à faire face à la crise liée à la pandémie de Covid-19.** Outre les financements du FMI, la Côte d'Ivoire a ainsi pu bénéficier d'appuis budgétaires de l'Union européenne (UE) [22 millions d'euros], de la France (30 millions pour le secteur de la santé, 15 millions pour la filière coton), de la Banque mondiale (35 millions de dollars) et de la Banque africaine de développement (BAD) [75 millions d'euros]. La Banque mondiale a de plus débloqué 40 millions de dollars, issus d'un projet de 200 millions d'appui au secteur de la santé, approuvé en 2021. L'UE annonçait en juillet 2020 que l'« équipe Europe <sup>5</sup> » avait mobilisé un total de 150 milliards XOF (soit 229 millions d'euros) pour soutenir le gouvernement ivoirien dans la lutte contre la pandémie.

**Plusieurs projets d'infrastructures ont reçu des financements.** La Banque mondiale a apporté 315 millions de dollars pour renforcer la gestion des déchets et la lutte contre les inondations. L'Agence française de développement (AFD) a apporté 173 millions d'euros pour l'amélioration du réseau routier, la construction d'une ligne de bus ainsi que le renforcement des capacités de prévision météorologique. Le Trésor français a mobilisé 27 millions d'euros pour la construction de dix agoras sportives, et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a validé le financement de plusieurs projets : 45 millions d'euros pour des travaux d'assainissement, 12,4 millions pour des travaux de voirie à Abidjan et 53,3 millions pour les systèmes d'alimentation en eau potable et la réhabilitation d'aéroports.

**Les financements ont également appuyé le secteur de l'énergie, et plus particulièrement les efforts d'électrification.** Ainsi, la BAD a approuvé 62,4 millions d'euros pour élargir la couverture du réseau électrique ; 31,4 % de la population n'a pas accès à l'électricité, et les disparités régionales sont fortes. L'Allemagne a pu apporter 70 millions d'euros pour renforcer le secteur électrique et mettre en place des réformes dans le secteur des énergies renouvelables, et la Banque mondiale 62,9 millions en faveur du secteur de l'électricité.

**Enfin, dans le secteur de l'agriculture et de l'environnement, plusieurs projets ont été financés avec l'aide des partenaires.** La République de Corée a débloqué 1,3 million de dollars pour le développement du secteur rizicole, et la Côte d'Ivoire a reçu un prêt de 9,2 millions d'euros de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO <sup>6</sup> (BIDC) pour le développement des PME du secteur agricole. Les États-Unis ont apporté 4 millions de dollars pour lutter contre le problème récurrent du travail des enfants dans le secteur du cacao, en coordination avec le Ghana, et l'Allemagne 9 millions d'euros en appui aux petits agriculteurs. La Banque mondiale, quant à elle, a accordé un prêt de 200 millions d'euros pour favoriser les investissements dans les secteurs du cacao et de l'agroforesterie, ainsi que les énergies renouvelables, entre autres objectifs de développement durable.

<sup>5</sup> Union européenne (2020), « L'Union européenne et ses États membres unis dans la riposte à la pandémie de COVID-19 : l'action de l'«Équipe Europe» en Côte d'Ivoire », juillet.

<sup>6</sup> Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.



## ANNEXE

### Côte d'Ivoire – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
<b>Ressources</b>	<b>39 406,5</b>	<b>41 845,8</b>	<b>42 598,4</b>	<b>47 970,5</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>32 222,3</b>	<b>34 298,9</b>	<b>35 311,4</b>	<b>39 190,4</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>7 184,2</b>	<b>7 546,9</b>	<b>7 287,0</b>	<b>8 780,1</b>
<b>Emplois</b>	<b>39 406,5</b>	<b>41 845,8</b>	<b>42 598,4</b>	<b>47 970,5</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>25 326,9</b>	<b>26 885,7</b>	<b>27 167,6</b>	<b>30 695,3</b>
Publique	3 299,9	3 468,7	3 760,4	4 283,1
Privée	22 027,0	23 417,0	23 407,2	26 412,1
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>6 835,1</b>	<b>6 879,9</b>	<b>7 814,8</b>	<b>8 477,5</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>7 244,4</b>	<b>8 080,2</b>	<b>7 616,0</b>	<b>8 797,7</b>
Épargne intérieure brute	6 895,4	7 413,2	8 143,8	8 495,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	60,2	533,3	329,0	17,6
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>21,2</b>	<b>20,1</b>	<b>22,1</b>	<b>21,6</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	6,9	6,2	2,0	7,4
Déflateur du PIB	0,6	0,2	1,0	3,3
Prix à la consommation, en moyenne	0,6	0,8	2,4	4,2

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes et dons</b>	<b>4 764,1</b>	<b>5 158,4</b>	<b>5 289,2</b>	<b>6 140,2</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>4 517,9</b>	<b>4 883,5</b>	<b>5 095,9</b>	<b>5 955,6</b>
Recettes fiscales	3 651,1	3 972,3	4 149,2	4 887,0
Recettes non fiscales	635,6	678,1	739,9	859,6
<b>Dons</b>	<b>246,2</b>	<b>274,9</b>	<b>193,3</b>	<b>184,6</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>5 708,3</b>	<b>5 943,9</b>	<b>7 255,1</b>	<b>8 102,0</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>5 708,3</b>	<b>5 943,9</b>	<b>7 255,1</b>	<b>8 102,0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>3 858,6</b>	<b>4 149,8</b>	<b>4 912,7</b>	<b>5 439,2</b>
Traitements et salaires	1 621,9	1 703,0	1 828,1	1 859,6
Autres dépenses courantes	1 802,6	1 925,9	2 420,9	2 795,1
Intérêts	434,2	520,9	663,8	784,5
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>206,1</i>	<i>221,7</i>	<i>273,6</i>	<i>329,6</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>228,0</i>	<i>299,3</i>	<i>390,3</i>	<i>455,0</i>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 547,3</b>	<b>1 499,3</b>	<b>1 950,1</b>	<b>2 203,4</b>
Sur ressources intérieures	891,2	977,3	1 274,8	1 271,0
Sur ressources extérieures	656,1	521,9	675,3	932,4
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>302,4</b>	<b>294,8</b>	<b>392,2</b>	<b>459,5</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 1 190,4</b>	<b>- 1 060,4</b>	<b>- 2 159,1</b>	<b>- 2 146,4</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 944,2</b>	<b>- 785,5</b>	<b>- 1 965,9</b>	<b>- 1 961,8</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>202,2</b>	<b>277,3</b>	<b>- 427,8</b>	<b>30,0</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>- 53,1</b>	<b>- 11,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	- 53,1	- 11,2	0,0	0,0
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 1 243,5</b>	<b>- 1 071,5</b>	<b>- 2 159,1</b>	<b>- 2 146,4</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 997,3</b>	<b>- 796,6</b>	<b>- 1 965,9</b>	<b>- 1 961,8</b>
<b>Financement</b>	<b>997,3</b>	<b>796,6</b>	<b>1 965,9</b>	<b>1 961,8</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>- 376,4</b>	<b>250,7</b>	<b>756,8</b>	<b>396,7</b>
Bancaire	- 233,6	220,4	1 017,1	446,1
Non bancaire	- 142,8	30,3	- 260,3	- 49,4
<b>Financement extérieur net</b>	<b>1 373,8</b>	<b>545,9</b>	<b>1 209,0</b>	<b>1 565,1</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>11 607,8</b>	<b>13 300,2</b>	<b>16 802,3</b>	<b>20 269,8</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	14,0	14,2	14,4	15,2
Dépenses courantes	12,0	12,1	13,9	13,9
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 2,9	- 2,3	- 5,6	- 5,0
Dette publique	36,0	38,8	47,6	51,7

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 1 153,9</b>	<b>- 790,3</b>	<b>- 1 136,4</b>	<b>- 1 524,8</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>60,2</b>	<b>533,2</b>	<b>329,0</b>	<b>17,5</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>1 363,7</b>	<b>1 846,4</b>	<b>1 716,5</b>	<b>1 607,8</b>
Exportations de biens FOB	6 619,6	7 399,2	7 194,8	8 314,8
<i>dont : cacao en fèves</i>	<i>1 801,7</i>	<i>2 094,9</i>	<i>2 085,5</i>	<i>2 322,5</i>
<i>cacao produits transformés</i>	<i>730,6</i>	<i>804,8</i>	<i>886,0</i>	<i>991,6</i>
<i>or</i>	<i>444,1</i>	<i>631,3</i>	<i>842,2</i>	<i>949,9</i>
<i>pétrole</i>	<i>951,6</i>	<i>1 201,7</i>	<i>597,9</i>	<i>803,3</i>
<i>anacarde</i>	<i>585,7</i>	<i>428,2</i>	<i>487,7</i>	<i>555,9</i>
Importations de biens FOB	- 5 255,9	- 5 552,8	- 5 478,3	- 6 707,0
Importations de biens CAF	- 6 184,6	- 6 466,2	- 6 395,0	- 7 953,3
<i>dont : produits alimentaires</i>	<i>- 1 236,4</i>	<i>- 1 230,2</i>	<i>- 1 323,4</i>	<i>- 1 690,8</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 1 013,9</i>	<i>- 1 094,2</i>	<i>- 1 116,2</i>	<i>- 1 451,9</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 1 317,9</i>	<i>- 1 315,3</i>	<i>- 1 184,8</i>	<i>- 1 335,5</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 1 303,4</b>	<b>- 1 313,2</b>	<b>- 1 387,5</b>	<b>- 1 590,3</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 928,7</i>	<i>- 913,4</i>	<i>- 916,7</i>	<i>- 1 246,3</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 904,9</b>	<b>- 985,8</b>	<b>- 1 062,8</b>	<b>- 1 131,1</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 228,0</i>	<i>- 299,3</i>	<i>- 390,3</i>	<i>- 455,0</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 309,2</b>	<b>- 337,8</b>	<b>- 402,6</b>	<b>- 411,2</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>86,5</b>	<b>94,4</b>	<b>22,6</b>	<b>29,1</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>158,7</i>	<i>167,5</i>	<i>91,9</i>	<i>92,3</i>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 395,8</b>	<b>- 432,1</b>	<b>- 425,2</b>	<b>- 440,4</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>107,6</i>	<i>115,0</i>	<i>110,4</i>	<i>121,9</i>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>84,7</b>	<b>105,2</b>	<b>100,4</b>	<b>92,3</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 1 356,2</b>	<b>- 1 164,2</b>	<b>- 1 641,7</b>	<b>- 2 499,2</b>
Investissements directs	- 264,2	- 433,4	- 409,6	- 494,9
Investissements de portefeuille	- 888,7	- 9,6	- 531,7	- 928,8
Autres investissements	- 203,8	- 721,4	- 700,4	- 1 075,5
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>83,7</b>	<b>16,6</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>0,0</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>284,5</b>	<b>477,7</b>	<b>607,0</b>	<b>1 066,7</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>100,8</b>	<b>107,1</b>	<b>104,5</b>	<b>100,2</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 2,3</b>	<b>- 3,2</b>	<b>- 3,9</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>2,7</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

### Côte d'Ivoire – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	4 482	4 346	5 259	6 021
Moyen terme	2 012	2 714	2 747	2 944
Long terme	294	239	257	292
<b>Total</b>	<b>6 788</b>	<b>7 299</b>	<b>8 263</b>	<b>9 257</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Principaux postes comptables du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Opérations de trésorerie et interbancaires	1 888	2 114	3 024	Opérations de trésorerie et interbancaires	2 312	2 571	2 461
Opérations avec la clientèle	7 688	8 709	9 710	Opérations avec la clientèle	9 496	11 618	14 043
Opérations sur titres et diverses	3 426	4 735	5 400	Opérations sur titres et divers	504	534	533
Valeurs immobilisées	448	476	505	Provisions, fonds propres et assimilés	1 139	1 311	1 619
<b>Total</b>	<b>13 452</b>	<b>16 034</b>	<b>18 657</b>	<b>Total</b>	<b>13 452</b>	<b>16 034</b>	<b>18 657</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>63,3</b>	<b>62,4</b>	<b>58,8</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>18,9</b>	<b>17,1</b>	<b>20,6</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>29,4</b>	<b>28,0</b>	<b>36,5</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>8,9</b>	<b>9,3</b>	<b>8,8</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>67,6</b>	<b>64,6</b>	<b>66,9</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>1 954</b>	<b>1 466</b>	<b>1 539</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	15	15	15
Produits sur opérations avec la clientèle	698	752	831
Produits sur opérations sur titres et diverses	194	232	269
Produits sur opérations de change	989	430	374
Produits sur opérations hors bilan	19	19	20
Produits sur prestations de services financiers	17	16	21
Autres produits d'exploitation bancaire	27	8	14
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 5	- 6	- 5
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>1 223</b>	<b>665</b>	<b>639</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	79	63	55
Charges sur opérations avec la clientèle	158	187	218
Charges sur opérations sur titres et diverses	13	14	12
Charges sur fonds propres et assimilés	4	4	3
Charges sur opération de change	948	384	329
Charges sur opérations hors bilan	9	1	1
Charges sur prestations de services financiers	9	8	10
Autres charges d'exploitation bancaire	4	4	10
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>731</b>	<b>801</b>	<b>900</b>
4. Produits accessoires nets	42	55	71
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>773</b>	<b>856</b>	<b>971</b>
6. Frais généraux	417	447	479
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	45	54	50
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>312</b>	<b>355</b>	<b>442</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	73	115	88
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	5	6	5
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>244</b>	<b>246</b>	<b>360</b>
12. Résultat exceptionnel net	1	7	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	30	29	34
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>215</b>	<b>224</b>	<b>329</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
<b>Ratio de couverture des risques</b> (solvabilité)	<b>9,9</b>	<b>11,6</b>	<b>12,7</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>100,5</b>	<b>104,7</b>	<b>106,2</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2019	2020	2021
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	89	85	93
Ratio de fonds propres ( <i>Common Equity Tier 1</i> ) ( $\geq 5,625$ %)	78	85	89
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 6,625$ %)	78	85	89
Ratio de solvabilité global ( $\geq 8,625$ %)	74	85	81
Norme de division des risques ( $\leq 65$ %)	85	67	63
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	78	85	93
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	81	93	89
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB (T1))	93	93	93
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	93	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB (T1))	89	85	89
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB (T1))	93	93	93
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	89	85	93
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	78	85	74
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	81	85	78

Source : Commission bancaire de l'UMOA.